

## M<sup>e</sup> DABOUZ, PRÉSIDENT DU BUREAU NATIONAL DE LA LADDH : «La situation des droits de l'Homme en Algérie est désastreuse»

**«La situation des droits de l'Homme en Algérie est désastreuse et répond à un choix politique», soutient, révolté, le président d'honneur du bureau national de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH).**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Et à M<sup>e</sup> Salah Dabouz d'étayer son assertion par une «accélération des événements avec des faits très dangereux au vu et au su de tout le monde».

Lors d'une conférence de presse, tenue hier, il a évoqué deux exemples frappants, à savoir l'adoption de «lois dangereuses» pour le pays car touchant à des «principes fondamentaux» dont celui d'égalité devant la loi et devant la justice. Il citera, dans ce cadre, l'ordonnance portant code de procédure pénale qui prévoit, pour certains délits, l'émission de chèques sans provision et détournement de fonds de sociétés privées, la médiation avant l'enclenchement de poursuites judiciaires.

Une disposition dangereuse pour les équilibres sociaux qui ne vise, selon lui, qu'à «protéger une certaine catégorie de gens» et porte un sacré coup au «principe d'égalité devant la loi et la

justice». Pour l'avocat, l'argument avancé pour justifier cette disposition, à savoir un «rôle chargé», ne tient pas la route, en ce sens, expliquera-t-il, «qu'un système qui ne trouve pas de solution doit partir».

Et d'ironiser en soutenant que le rôle est effectivement chargé de «fausses affaires» et de «fausses poursuites», relevant une «mauvaise foi» dans la promulgation de cette loi, visant à «imposer une vision» et à «éviter les débats».

Pour M<sup>e</sup> Dabouz, cette disposition ne vise ni plus ni moins qu'à renforcer certains du pouvoir et leurs satellites et rendre «plus vulnérables ceux qui le sont déjà».

Autre «échantillon» de cette menace de la stabilité sociale, la LFC (loi de finances complémentaire) 2015, truffée, à ses yeux, de choses qui «n'ont rien à voir avec la loi de finances». «De l'article 54 à l'article 61 de cette LFC

2015, il est question de modifications de dispositions du code du travail !», s'étonne le président du bureau national de la LADDH qui fera part, dans ce sillage, de la saisine du Conseil constitutionnel. «Certes, notre démarche n'obéit à aucune loi mais c'est plus un message politique au pouvoir pour qu'il ne dorme pas sur ses deux oreilles. C'est aussi un appel à élargir le champ de la saisine du Conseil constitutionnel à d'autres composantes», s'expliquera-t-il.

M<sup>e</sup> Dabouz traitera également des atteintes «sans précédent» aux libertés individuelles et collectives puisque, selon lui, se faisant «en violation de la loi, au vu et au su de tout le monde» avec des arrestations «sans flagrant délit, ni mandat d'amener, ni mandat d'arrestation». Des arrestations, le plus souvent pour «délit d'opinion» que l'on «ne cache même pas», ajoutera-t-il, citant les cas des détenus de Ghardaïa dont Kameleddine Fekhar et Nacereddine Hadjadj, détenus depuis l'été dernier en tant que présumés meneurs de la violence dans la région qui poursuivent leur grève de la faim,



Photo : DR

**M<sup>e</sup> Dabouz dénonce des atteintes aux libertés individuelles et collectives.**

estimant leurs dossiers «flous».

Ceci au moment où l'un d'eux, Bencheikh Aïssa, un agriculteur de 69 ans, a rendu l'âme à l'hôpital de Ghardaïa où il a été évacué 11 jours auparavant dans un état «d'inconscience» dans la première salle de médecine

interne «qu'il n'a jamais quittée», précisera-t-il.

Et selon M<sup>e</sup> Dabouz, la famille du défunt «n'a toujours pas récupéré le rapport d'autopsie» en raison des «tracasseries administratives».

**M. K.**

### RELOGEMENT

## Plus de 3 000 familles quittent leurs bidonvilles aujourd'hui

**Près de 3 650 familles occupant des bidonvilles dans la capitale rejoindront aujourd'hui de nouvelles habitations. La Wilaya d'Alger, qui boucle sa 19<sup>e</sup> opération de relogement depuis juin 2014, a relogé jusque-là plus de 26 000 familles algéroises.**

Fin du cauchemar pour de nombreuses familles occupant des bidonvilles. La Wilaya d'Alger, qui a initié durant le mois en cours un programme de relogement qui touchera 8 000 familles occupant les plus grands sites de bidonvilles, en entamera la première phase aujourd'hui. 3 650 familles dont 2 469 occupant le site du bidonville de Ramli, dans la commune de Gué-de-

Constantine, 490 familles à El-Harrach, 461 familles à Bordj-El-Kiffan et 30 autres à Dar-el-Beïda seront relogées à partir d'aujourd'hui dans de nouvelles habitations à Meftah (Blida) et Si-Mustapha (Boumerdès). Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a indiqué, hier, lors d'une conférence de presse, que l'évacuation de ces sites d'habitat précaire permettra

la récupération des assiettes foncières d'une superficie globale de 63 hectares. «L'éradication du site Ramli nous permettra de relancer les travaux de réalisation de deux projets structurants pour la capitale, à savoir le viaduc de Oued Ouchayah et l'aménagement de oued El-Harrach», a souligné Zoukh.

Pour mettre fin, poursuit-il, aux malversations et autres pratiques douteuses, la Wilaya a intenté plus de 800 actions judiciaires pour fausses déclarations dont 467 actions concernent les occupants du site Ramli.

La Wilaya, dit-il, a également pris en charge le transfert de la scolarisation des enfants concernés par le relogement.

**S. A.**

### COLAITAL

#### DE BIRKHADEM

## Les travailleurs renoncent à l'arrêt de travail

La menace de grève brandie par les travailleurs du complexe laitier de Birkhadem — Colaital — na pas été mise en exécution, après l'intervention des cadres syndicaux de la fédération qui ont assuré les travailleurs quant à leur principal revendication.

En effet, les travailleurs, le syndicat et les cadres de l'entreprise ont exprimé leur désaccord quant aux tentatives de pousser l'actuel directeur général vers la sortie. Selon des sources, l'actuel directeur du complexe laitier de Birkhadem jouit d'une grande estime au sein du collectif des travailleurs et du syndicat et ce, au vu des résultats enregistrés ces derniers temps par la plus grande entreprise laitière de la région du centre du pays. Pour rappel, le complexe laitier de Birkhadem avait observé plusieurs arrêts de travail ces dernières années. Mais depuis quelque temps, un climat de détente a été observé et ce, grâce, dit-on, au travail effectué par l'actuel directeur général.

**A. B.**

## Vers une grève du personnel des AE

Le ministère des Affaires étrangères pourrait être touché par une grève dans les tout prochains jours. Dans un communiqué remis à la presse, le Syndicat autonome des personnels des Affaires étrangères (SAPAE) déclare que 75,90 % du personnel concerné et qui exclut naturellement le corps diplomatique, s'est prononcé en faveur d'un mouvement de gel des activités pour protester contre leurs conditions socio-professionnelles. Cette décision a été prise, précise ce même communiqué, après plusieurs mois de réflexion.

Une rencontre avait, en effet, été organisée en juillet dernier avec l'administration compétente, ajoute la même source, mais aucun terrain d'entente n'a été trouvé.

**A. C.**

### COMMÉMORATION DE LA GUERRE D'OCTOBRE 1973

## La participation de l'ANP mise en avant

**Les intervenants à une conférence tenue à l'occasion du 42<sup>e</sup> anniversaire commémorant la guerre d'Octobre 1973 ont salué la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans cette guerre.**

Lors d'une conférence organisée par le quotidien *El Moudjahid*, Sadek Benmebarek, un des pilotes des forces aériennes relevant de l'ANP, a indiqué que la participation de l'Algérie avait remonté le moral des troupes égyptiennes.

De son côté, le moudjahid Brahim Djouadi a souligné la nécessité de remonter à la guerre de 1967 pour connaître l'impact de la contribution de l'ANP dans celle de 1973.

Dans ce sens, il a souligné que l'expérience militaire de l'ANP digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) acquise lors de la révolution de Novembre 1954, lui avait permis de faire honneur à la participation algérienne lors des guerres de 67 et 73.

Pour sa part, le moudjahid Mohamed Zeroual a appelé

à la nécessité «d'éclairer l'opinion publique nationale et internationale sur la participation de l'Algérie dans cette guerre arabe qui a fait plusieurs morts et blessés algériens».

Le moudjahid Abdelaziz Medjahed a rappelé les affrontements auxquels ont participé les forces de l'ANP lors des guerres de 67 et 73, saluant le courage des éléments de l'ANP.

Le moudjahid Brahim Djouadi a été honoré pour sa participation dans la guerre de 1967.